



2022

RAPPORT ANNUEL



SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....	05
Avant-propos.....	06
Contexte de mise en œuvre du Programme.....	09
Présence du PNUD en République centrafricaine en 2022.....	10
Aperçu du Programme.....	13
Principales réalisations et résultats en 2022.....	14
• Gouvernance, consolidation de la paix et état de droit	
• Stabilisation, relèvement et renforcement de la résilience	
• Égalité des sexes et promotion du genre	
Mobilisation des ressources en 2022.....	24
Perspectives 2023 - 2027.....	27
Conclusion.....	29

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

APPR	Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CLPR	Comité Local de Paix et de Réconciliation
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPD	Country Programme Document cadre de coopération pays
FEM	Fonds pour l'Environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
FONACAR	Fonds National pour la lutte contre le Changement Climatique en RCA
FSI	Forces de sécurité intérieure
GEF	Global Environment Facility Fonds pour l'environnement mondial
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
ODD	Objectif de développement durable
PDL	Plan de Développement Local
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PVVIH	Personne vivant avec le VIH
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
UMIRR	Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des Violences Sexuelles faites aux femmes et aux enfants
USD	United States dollar dollar américain

AVANT-PROPOS

L'année 2022 marque la fin de mise en œuvre des engagements du Programme de Coopération entre le PNUD et le Gouvernement de la République centrafricaine sur la période 2018-2022 (CPD 2018 -2021 étendu à l'année 2023). Le présent rapport m'offre l'opportunité de tirer quelques conclusions de la mise en œuvre du programme passé et de donner les grandes lignes du programme qui commence.

En effet, tout au long de ce cycle programmatique, malgré de multiples défis tant internes que liés aux chocs extérieurs, le PNUD a pu soutenir les efforts du Gouvernement vers la consolidation des institutions légitimes et a contribué à faire avancer l'agenda de la justice et de l'Etat de droit ainsi qu'à la création des bases du relèvement socio-économique en Centrafrique. Plus spécifiquement, dans le domaine de la gouvernance, de la consolidation de la paix et de l'Etat de droit, le bilan du Programme-Pays se traduit par, entre autres : (i) une contribution substantielle au développement des capacités des institutions républicaines issues des élections générales de 2015/2016 ainsi qu'à la consolidation du processus démocratique à travers l'organisation des élections de 2019/2020, (ii) l'appui à la lutte

contre l'impunité à travers l'opérationnalisation de la Cour Pénale Spéciale (CPS) et à l'organisation des premiers procès sur les graves crimes commis en Centrafrique depuis 2003 et (iii) l'appui à la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé le 6 février 2019 entre le Gouvernement et 14 groupes armés opérant en RCA, y compris à travers la poursuite du redéploiement de l'Administration publique territoriale. En outre, dans le contexte de la pandémie du Covid-19, le PNUD se réjouit d'avoir contribué à la continuité des services de l'Etat par le biais de la digitalisation de certaines institutions clefs de l'Etat.

Dans le domaine de la stabilisation, du relèvement et de la résilience, l'engagement du PNUD en RCA a été principalement marqué par l'appui à la relance des dynamiques locales de développement et la création d'opportunités économiques aux populations, notamment les jeunes et les femmes. A cet égard, dans un contexte particulièrement difficile, le PNUD a réalisé ou réhabilité de nombreuses infrastructures communautaires (marchés, tronçons de routes ou pistes rurales,

centres de formation pour les jeunes etc.) et a soutenu le développement de plusieurs centaines de groupements d'intérêts économiques, constitués en majorité par des jeunes et femmes. A cela s'ajoutent des efforts conséquents dans la promotion de l'accès à l'énergie verte, en particulier à travers la promotion de petites centrales hydroélectriques et le développement de plateformes solaires.

C'est l'occasion pour moi de renouveler la gratitude du PNUD à l'endroit du Gouvernement et des partenaires qui, par leur bonne collaboration et/ou leurs contributions financières, ont permis l'atteinte de ces différents résultats transformationnels, certes qui demandent à être consolidés et mis à l'échelle.

Pour le nouveau cycle programmatique, qui couvrira la période 2023-2027, le PNUD s'est fixé des objectifs ambitieux axés principalement sur la stabilisation et la consolidation de la paix, l'accès des populations rurales à l'énergie, la protection de l'environnement et le développement durable, les solutions durables en faveur des populations déplacées et retournées. Tout en capitalisant les progrès accomplis par le pays au cours de ces dernières années,



l'ambition est d'impulser une dynamique de transformation structurelle du pays et ouvrir des perspectives d'un développement soutenu, durable et porteur des aspirations de mieux-être de tous les fils et filles du pays, en particulier les jeunes et les femmes. Tel est l'engagement pris avec le Gouvernement et d'autres partenaires en prenant en compte de manière transversale la digitalisation et le genre afin de ne laisser personne de côté.

Jean-Luc STALON
Représentant Résident - PNUD Centrafrique



CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Sept années après le retour à l'ordre constitutionnel, le contexte politique et institutionnel en République centrafricaine demeure fragile. La mise en place des institutions légitimes après la période de transition a été consolidée après les dernières élections générales de 2020/2021 malgré les tentatives de remise en cause violente des institutions démocratiques par les groupes armés réorganisés au sein d'une nouvelle coalition bien que certains membres de cette coalition soient signataires et parties prenantes à l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR).

Le lancement par le Gouvernement d'un projet de réforme constitutionnelle cristallise déjà les attentions des acteurs politiques et institutionnels. Alors que la crise née du processus électoral de 2020/21 n'est pas totalement résolue, les risques liés à cette réforme font l'objet d'attention de la part des partenaires dont le PNUD au moment où le processus électoral devait se poursuivre avec l'organisation des élections

locales reportées plus d'une fois par manque de ressources financières.

Alors que le pays était classé au plan mondial 188ème sur 191 suivant l'indice de développement humain publié par le PNUD en 2021, le contexte économique et social a été affecté par la conjonction de plusieurs facteurs, dont la baisse des aides extérieures et les effets de la crise ukrainienne, notamment les graves pénuries de carburant et la flambée des prix sur le marché national. Selon le FMI, la croissance économique réelle est estimée à -0,5%, contre une moyenne de 3,6% pour l'Afrique subsaharienne. Au total, 80,4% de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue et environ 50% ont besoin d'aide humanitaire.

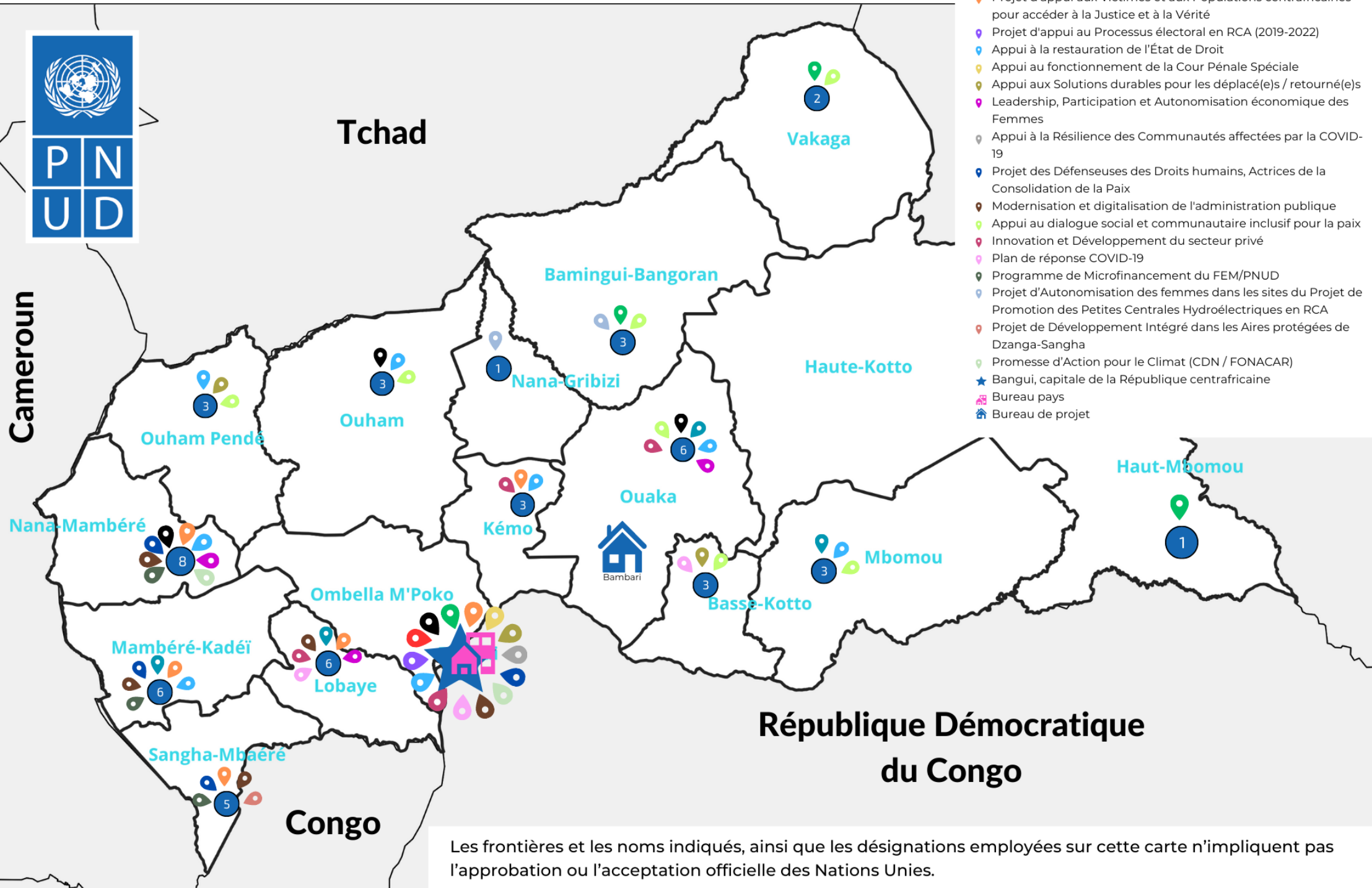
Au niveau opérationnel et sur base d'évaluation du cycle programmatique antérieur, le PNUD s'est engagé aux côtés du Gouvernement sur de nouveaux chantiers pour le prochain cycle de programmation 2023-2027.

Présence du PNUD en République centrafricaine en 2022



Cameroun

Tchad



République Démocratique du Congo

Congo

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations Unies.



APERÇU DU PROGRAMME



Le programme de pays entre le PNUD et le gouvernement de la République centrafricaine pour la période 2018-2022 est articulé autour de deux piliers :



Gouvernance, consolidation de la paix et état de droit

Priorités :

- ⦿ Accès des populations aux services de justice et sécurité
- ⦿ Participation accrue des femmes aux processus de prise de décisions
- ⦿ Élaboration et mise en œuvre de la politique nationale sur la décentralisation
- ⦿ Appui au processus électoral

Coordination et la gestion de l'aide au développement



Stabilisation, relèvement et renforcement de la résilience

Priorités :

- ⦿ Intégration des objectifs de croissance verte aux politiques nationales
- ⦿ Accès des populations vulnérables aux moyens de subsistance et aux emplois durables

PRINCIPALES RÉALISATIONS ET RÉSULTATS EN 2022



GOUVERNANCE, CONSOLIDATION DE LA PAIX ET ÉTAT DE DROIT



Les appuis en termes de « Gouvernance, consolidation de la paix et état de droit » s'inscrivent dans le cadre du pilier 1 du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), à savoir « Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ».



CPS

La Cour Pénale Spéciale a rendu son premier verdict sur l'affaire du massacre de Koundjili et Lemouna. Un moment important pour les victimes.



C-190

Le PNUD a appuyé le cadre légal soutenant l'adoption de la Loi autorisant la ratification de la Convention C-190 sur la violence et le harcèlement en milieu du travail.



2800

Femmes ont bénéficié de renforcements de capacités en matière de leadership et de participation aux mécanismes de relèvement et de consolidation de la paix appuyés par le PNUD.

Les sondages sur la paix, justice et sécurité réalisés en collaboration avec Harvard Humanitarian Initiative (HHI) indiquent que le « pourcentage de la population qui affirme avoir beaucoup ou extrêmement confiance à la justice ordinaire en Centrafrique » est passé de 47% en décembre 2020 à 51% en juillet-août 2022, soit une augmentation de 4 points de pourcentage.

Ce pourcentage est plus élevé chez les hommes (64%) que chez les femmes (51%). Le PNUD et ses partenaires ont contribué à ce changement en soutenant la tenue des sessions criminelles à Bangui et à Bouar, qui ont permis de traiter 514 affaires pénales, dont 78 cas de violences sexuelles ou sexistes. De même, suite à un procès médiatisé, la Cour Pénale Spéciale chargée d'enquêter, de poursuivre et de juger les violations graves des droits humains, y compris les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, a prononcé ses premières condamnations dans le dossier de massacres à Koundjili et Lemouna dans la préfecture de l'Ouham Pendé.

Divers appuis à la Cour Pénale Spéciale et à l'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des Violences Sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) ont permis de fournir une assistance juridique

et judiciaire à 2647 personnes, dont 2294 victimes de violences sexuelles ou sexistes.

Malgré les appuis aux Forces de Sécurité Intérieure (FSI), les résultats du dernier sondage sur la paix, justice et sécurité indiquent un recul au niveau de l'amélioration du sentiment de sécurité personnelle au cours des 12 derniers mois. En effet, le « Pourcentage de personnes qui perçoivent que leur sécurité personnelle s'est améliorée » est passé de 71% en décembre 2020 à 69% en juillet-août 2022, soit un recul de 2 points de pourcentage, alors que la cible attendue était de 75% en fin 2022. Ce pourcentage est plus faible pour les femmes (65% contre 72% chez les hommes).

Dans le domaine de la consolidation de la paix et de la réconciliation, le « Pourcentage de la population qui perçoit une diminution des tensions ethniques/religieuses » est passé de 88% à 84% sur la même période, contre une cible projetée de 90% en décembre 2022. Cette situation pourrait s'expliquer par les violences électorales intervenues lors des dernières élections générales. Les élections locales prévues en 2022 n'ont pu se tenir faute de ressources financières.

Pour renforcer la participation des femmes

à la prise de décision, le PNUD a appuyé le cadre légal soutenant l'adoption de la Loi autorisant la ratification de la Convention C-190 sur la violence et le harcèlement en milieu du travail. Cette loi vient compléter ainsi à 3 le nombre de lois adoptées avec l'appui du PNUD pour assurer la participation des femmes à la prise de décisions.

L'appui du PNUD a également permis de renforcer les capacités de 2800 femmes en matière de leadership et de participation aux mécanismes de relèvement et de consolidation de la paix. Des résultats importants ont été aussi obtenus en matière de protection des femmes impliquées dans la promotion des droits humains.

En effet, l'enquête de satisfaction réalisée auprès des bénéficiaires révèle que le « pourcentage des femmes défenseuses qui se sentent protégées et en sécurité pour mener leurs actions de promotion et de défense des Droits Humains » dans la zone d'intervention du PNUD est passé de 33% en 2021 à 81% en 2022, suite aux actions de renforcement de leurs capacités. De même, le « pourcentage de la population dans les zones cibles du projet (hommes, femmes et jeunes), qui indique mieux comprendre le



L'appui du PNUD a permis à six communes de la RCA de disposer de Plans de Développement Locaux sensibles au genre, élaborés de manière inclusive et participative



L'année a été mise à profit entre autres pour la mise à jour de la cartographie électorale ou le lancement de la révision du code électorale en vue des élections locales.



Personnes (dont 200 femmes) ont bénéficié de renforcements de capacités sur les processus de dialogue politique et l'éducation à la paix dans le cadre du projet de dialogue social et communautaire



L'appui du PNUD en matière de coordination de l'aide a permis de relever de manière significative le taux d'engagement effectif des aides financières en faveur du RCPCA de 92% en 2021, à 119% en 2022.

rôle et la légitimité des femmes à promouvoir et protéger les droits humains » est passé de 28% à 87% sur la même période.

L'appui du PNUD a permis à six communes de la Basse Kotto et Lobaye de disposer de Plans de Développement Locaux (PDL) sensibles au genre, élaborés de manière inclusive et participative en impliquant toutes les couches de la population dont les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap. Ce qui porte à 22 le nombre de communes disposant de PDL prenant en compte les principes d'égalité genre, au lieu des 20 attendus en 2022.

Un appui a été également apporté au gouvernement dans le cadre de l'élaboration et l'adoption de la politique nationale de Décentralisation et du développement Territoriale, assortie d'une feuille de route pour sa mise en œuvre. En partenariat avec la section des affaires civiles de la MINUSCA et le ministère en charge de l'administration du territoire, les capacités de 92 fonctionnaires et agents de l'Etat ont été renforcées en matière d'élaboration et de mise en œuvre de plans de développement locaux tenant compte des besoins spécifiques des communautés.

Même si les élections locales prévues ont été reportées en 2023, le PNUD a réussi à maintenir l'achèvement du cycle électoral à l'agenda politique. L'année 2022 a été mise à profit pour i) la mise à jour de la cartographie électorale, ii) le renforcement des capacités de 4 commissaires électoraux en organisation d'élections

locales à travers d'un voyage d'étude auprès de la Direction Générale des Elections au Sénégal et iii) le lancement de la révision du code électorale avec un avant-projet de loi portant sur les propositions de révision des articles se rapportant aux élections municipales.

Le PNUD a également appuyé le dialogue social et communautaire dans les communes des régions du nord-ouest et du sud-est, parmi les plus affectées par les multiples crises, y compris les récentes tensions pré et postélectorales de 2020/2021. Cette initiative a permis de i) mettre en place 9 Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR), ii) renforcer les capacités de 500 personnes (dont 200 femmes et 148 personnes vivant avec handicap) sur les processus de dialogue politique et l'éducation à la paix et iii) diffuser les messages d'éducation civiques à l'attention des populations des zones cibles sur 6 radios communautaires. Ce qui permettra d'aborder les élections locales dans un environnement plus apaisé, dont les résultats ont plus de chance d'être acceptés par toutes les parties prenantes. Ce qui permettra d'achever le cycle électoral initié en 2020 et au pays de disposer d'autorités élues à tous les niveaux prévus par la constitution, renforçant ainsi la bonne gouvernance et le respect des droits humains.

En 2022, le PNUD a continué de soutenir la mise en œuvre du RCPCA en mettant à la disposition du secrétariat permanent un expert international en Suivi et Evaluation. Grâce à cet appui, la RCA et ses partenaires disposent d'un document sur l'état de la

mise en œuvre du RCPCA sur la période 2017-2021. Ce document servira de référence à la préparation du prochain plan national intérimaire de développement pour lequel l'appui du PNUD comme lead du processus a été officiellement sollicité par le gouvernement. L'appui du PNUD en matière de coordination de l'aide permis de relever de manière significative, le taux d'engagement effectif des aides financières annoncées en faveur du RCPCA de 92% en 2021, à 119% en 2022. En effet, avec un montant estimé à USD 3165 millions, le montant des engagements a atteint USD 3769 millions en fin juin 2022.

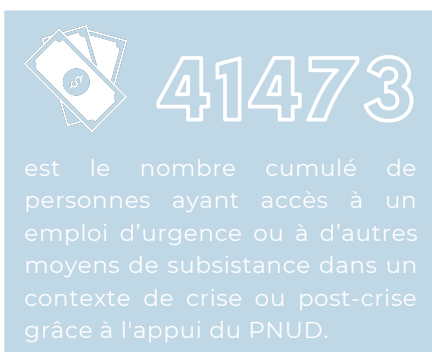
STABILISATION, RELÈVEMENT ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE



L'appui du PNUD a permis l'élaboration d'un document sur les normes techniques allégées pour l'électrification rurale ainsi que des études de faisabilité pour la construction des petites centrales hydroélectriques dans 4 localités pilotes du projet (Mbaïki, Boda, Gamboula et Bambari). Les 4 micro-barrages permettront d'alimenter 15 000 ménages en énergie respectueuse de l'environnement, soutenir la création d'emplois et favoriser la relance des économies locales.



C'est dans cette optique que le PNUD a déjà soutenu le gouvernement dans la formulation du Projet de développement de pôles de croissance pour l'émergence des régions rurales centrafricaines, qui vise à relancer les économies locales par le développement des chaînes de valeurs dans les secteurs agropastoral, minier, sylvicole, touristique et des nouvelles technologies de l'information.



Dans un contexte de pays, marqué par des décennies de crises sécuritaires et politiques, faciliter l'accès des populations vulnérables aux moyens de subsistance et aux emplois durables font partie intégrante de la stratégie de relance de la croissance économique. Grâce à l'appui du PNUD en 2022, le nombre cumulé de personnes ayant accès à un emploi d'urgence ou à d'autres moyens de subsistance dans un contexte de crise ou post-crise est passé de 32017 à 41473, dépassant ainsi largement la

cible annuelle de 34500. Sur les 9456 bénéficiaires additionnels, 6407 (soit 68%) étaient des femmes. L'appui du PNUD a également permis à 2027 personnes, dont 68% femmes d'avoir accès à des services financiers y compris à travers le mobile money. En application du principe « Ne laisser personne de côté », 494 personnes vivant avec handicap ont également eu accès aux moyens de subsistance, alors que la cible était de 350. L'appui en matière de protection sociale a permis d'étendre la couverture à 500 personnes parmi les plus vulnérables (personnes du troisième âge, PVVIH, minorités ethniques, femmes et jeunes).

Les appuis du PNUD ont également permis à 10988 jeunes de mettre en place des activités génératrices de revenu.

En dépit de toutes ces réalisations, aucune cible n'a été atteinte au niveau de l'Effet du programme de pays. Selon le Rapport National sur le Développement Humain 2021/2022, la pauvreté s'est aggravée en RCA. Estimé à 71,4% en 2021, l'indice pauvreté a atteint 80,4% en 2022.

En matière d'accès à l'énergie, le « pourcentage de la population ayant un accès aux réseaux d'énergie utilisable et fonctionnel » a été estimé à 7%, alors que la cible était de 8%. Le pourcentage des jeunes hommes ayant un emploi est estimé à 52% en fin 2021, alors que l'objectif était de 55%. De même, pour une cible

attendue de 5%, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a été estimé à -0,5% en 2022 par le FMI.

Ces contreperformances s'expliquent dans une large mesure par l'effet combiné de l'insécurité sur certaines parties du territoire, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine sur l'économie de la RCA en générale et sur le secteur productif en particulier.



ÉGALITÉ DES SEXES ET PROMOTION DU GENRE



 3120

Personnes ont eu accès à la justice, 2516 (soit 80,6%) sont des femmes.

 28

Parmi 200 officiers de police judiciaires (100 policiers et 100 gendarmes) en cours de formation, 28 sont des femmes (8 policières et 20 gendarmes).

 68%

des personnes qui ont eu accès un emploi d'urgence ou à d'autres moyens de subsistance dans un contexte de crise ou post-crise étaient des femmes.

Sur les 3120 personnes ayant eu accès à la justice, 2516 (soit 80,6%) sont des femmes. De même 87% des personnes ayant reçu une assistance juridique et judiciaire sont des victimes de violences sexuelles ou sexistes. Sur 2647 personnes assistées en 2022, la majorité (plus de 50%) sont des femmes et 2294 sont des victimes de violence sexuelles ou sexistes. En matière pénale, 78 dossiers sur les 514 affaires traitées concernent des cas de violences sexuelles ou sexistes.

Dans le domaine de la sécurité, une attention particulière a été portée à la représentativité des femmes au sein des Forces de Sécurité Intérieure. En effet, parmi les 200 officiers de police judiciaires (100 policiers et 100 gendarmes) en cours de formation, 28 sont des femmes (8 policières et 20 gendarmes).

Grâce aux divers appuis du PNUD, le « pourcentage des femmes défenseuses qui se sentent protégées et en sécurité pour mener leurs actions de promotion et de défense des Droits Humains » dans la zone d'intervention du PNUD est passé de 33% en 2021 à 81% en 2022.

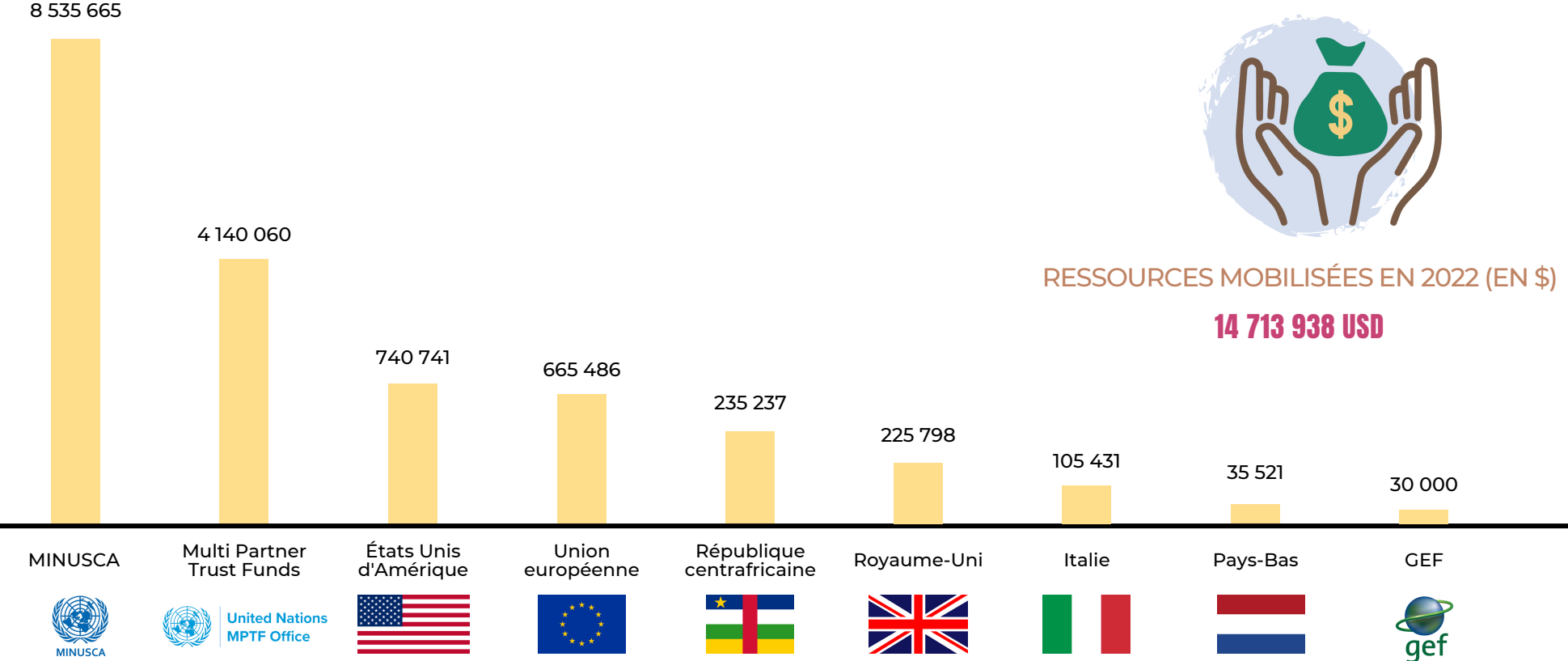
En matière de relèvement, 68% des personnes qui ont eu accès un emploi d'urgence ou à d'autres moyens de subsistance dans un contexte de crise ou post-crise étaient des femmes. Les 6 plans de développement locaux élaborés sont tous sensibles au genre.

MOBILISATION DES RESSOURCES EN 2022

Le bureau avait comme cible de mobilisation des ressources pour l'année 2022 un montant de 14 713 938 USD. A la date du 31 décembre 2022, le PNUD a mobilisé 13,718,727 USD, ce qui représente 95% de la cible annuelle en termes de mobilisation de ressources dans un contexte où le nombre de donateurs est très limité et les possibilités de mobilisation de ressources souvent contrariées par des choix politiques qui freinent les donateurs traditionnels. En effet, l'intérêt des donateurs traditionnels semble s'être estompé après les élections nationales. Sous le lead du Gouvernement et du PNUD, plusieurs réunions ont été organisées pour rassurer les donateurs qui sont en train de reconsidérer leurs positions.



RESSOURCES MOBILISÉES EN 2022 (EN \$)
14 713 938 USD



	RESSOURCES PNUD (EN \$)		TRAC 1	TRAC 2	FUNDING WINDOWS
	8 490 058 USD		6 728 739 USD	1 500 000 USD	261 319 USD



PERSPECTIVES 2023-2027

L'année 2022 qui marque la fin du cycle programmatique entre le PNUD et le Gouvernement de la République centrafricaine pour la période 2018-2022, a été fortement marquée par la crise sécuritaire, les conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne et la pandémie de la COVID-19. C'est dans ce contexte que le PNUD et le gouvernement centrafricain ont finalisé la formulation du cadre de coopération pays (CPD) qui couvrira la période 2023-2027. Dans le cadre dudit programme, le PNUD et ses partenaires envisagent soutenir le secteur productif à travers la promotion de l'innovation, de l'entrepreneuriat et la redynamisation du secteur privé. Les chaînes de valeur dans les secteurs productifs tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et l'exploitation minière, en renforçant les partenariats public-privé et en tirant parti de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine et d'autres opportunités régionales. De même, les services financiers innovants seront diversifiés et l'accès aux énergies renouvelables promu tout au long de la mise en œuvre du programme. Le prochain programme réserve également une place importante à la création d'emplois et de moyens de subsistance durables pour les populations. Tous ces résultats vont contribuer à relancer la croissance économique et contribuer à la réduction de la pauvreté.

Conformément aux recommandations de l'évaluation indépendante du programme,

le PNUD usera de sa position d'intégrateur au sein de l'équipe pays des Nations Unies pour jouer un rôle plus transformateur dans le domaine de la restauration de l'autorité de l'Etat. Le lien entre les interventions en amont (état de droit, décentralisation, remise en état et construction d'infrastructures) et celles en aval (emploi d'urgence, autonomisation économique, cohésion sociale) au niveau communautaire. L'approche portefeuille sera privilégiée pour maximiser la synergie, grâce à des projets et programmes plus cohérents et interconnectés.

Pour renforcer les acquis en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme, un accent particulier sera mis sur la création d'un environnement politique favorable en travaillant de concert avec le gouvernement.

Dans le même ordre d'idée, les appuis dans le domaine de la stabilisation, relèvement et renforcement de la résilience seront redynamisés par la mise en place d'un grand programme de stabilisation dans les zones frontalières les plus vulnérables, choisies en accord avec le gouvernement et la MINUSCA comme partenaire stratégique. Pour appuyer cette dynamique le PNUD a décidé en plus du bureau de Bambari, de renforcer sa présence sur terrain à travers l'ouverture de nouveaux bureaux projets à Bria, Bossangoa et Bouar.



CONCLUSION



Dans un contexte marqué à la fois par des défis sécuritaires, les conséquences de la pandémie de COVID-19, la baisse des aides extérieures et les conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne, le PNUD et ses partenaires ont obtenu des résultats transformationnels significatifs en matière de Gouvernance, consolidation de la paix et état de droit. Les interventions dans le domaine de la justice ont amélioré sensiblement la confiance de la population en la justice ordinaire. De même, les appuis en faveur de l'égalité de sexes et d'autonomisation de la femme ont permis de consolider les acquis des années antérieures et de mettre en place une base solide pour une meilleure prise en compte

du genre dans le nouveau programme.

En matière de Stabilisation, relèvement et renforcement de la résilience, les bons résultats obtenus au niveau opérationnel n'ont pas permis d'obtenir les changements transformationnels visés. A titre d'exemple, estimé à 71,4% en 2021, l'indice pauvreté a atteint 80,4% en 2022. Cette situation s'explique par l'impact combiné de la pandémie de COVID-19 et de la guerre russo-ukrainienne sur l'activités économiques du pays. Pour inverser cette tendance, le PNUD et le gouvernement ont formulé un ambitieux programme sur 5 ans, centré sur les populations vivant dans les régions les plus vulnérables du pays.



Staff PNUD Centrafrique - 2022



Programme des Nations Unies pour le Développement
Avenue de l'Indépendance
B.P. 872 Bangui
République centrafricaine

- www.cf.undp.org
- www.undp.org/fr/central-african-republic
- Twitter : @PNUD_RCA
- Facebook : PnudCentrafrique
- Youtube : @PnudCentrafrique